



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Limoges  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 8/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LACOTTE INDUSTRIE SARL**

Avenue Jean Giraudoux  
ZA Le Châtenet  
87410 Le Palais-Sur-Vienne

Références : UiD872025-265  
Code AIOT : 0006002808

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement LACOTTE INDUSTRIE SARL implanté Avenue Jean Giraudoux ZA Le Châtenet 87410 Le Palais-sur-Vienne. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site a été visité dans le cadre d'une action locale sur la rubrique 2560, pour des sites soumis à déclaration.

Outre le Code de l'environnement, le référentiel réglementaire utilisé lors de la visite est le suivant :

- Arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : applicable au 1er janvier 2016.
- Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LACOTTE INDUSTRIE SARL
- Avenue Jean Giraudoux ZA Le Châtenet 87410 Le Palais-sur-Vienne
- Code AIOT : 0006002808
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LACOTTE INDUSTRIE est déclaré depuis 2003 sous la rubrique 2560 pour le travail mécanique des métaux de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

Le site produit des pièces en usinant des métaux pour le secteur de l'aéronautique et la défense essentiellement. Il est certifié ISO9001, EN9100 ainsi que ECOVADIS Bronze et s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue.

**Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Contrôles périodiques (ICPE, incendie, électricité)
- Risque incendie
- Produits chimiques
- Rejets et déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, Annexe I point 1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle périodique électricité	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.7	Sans objet
4	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.	Sans objet
5	Produits chimiques – fiches de données de sécurité et MMR	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.	Sans objet
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6.	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.4.4	Sans objet
10	Circuit de refroidissement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Rejet eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3.	Sans objet
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.	Sans objet
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site apparaît propre et bien tenu et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 sont globalement respectées.

Au jour de la visite, il apparaît que l'activité de travail mécanique des métaux, bien que toujours existante sur site, est inférieure au seuil de déclaration (< 150 kW) pour la rubrique 2560 et qu'aucune autre activité n'est classable au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant doit définir s'il souhaite rester sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC) pour la rubrique 2560, afin de bénéficier de l'antériorité en vue d'une croissance d'activité future ou sortir de ce régime.

Il est attendu à l'issue de cette visite d'Inspection que l'exploitant en fonction du choix qu'il fera, soit déclare la cessation d'activité pour la rubrique 2560 et procède à la démarche de cessation d'activité au titre de la réglementation des installations classée pour la protection de l'environnement (ICPE), soit procède au contrôle périodique ICPE prévu à l'arrêté ministériel sus-visé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, Annexe I point 1.7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées conformément à l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est déclaré au titre de la rubrique 2560 depuis le 4 février 2003 (récépissé de déclaration N°7181).</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant indique que le parc machine a évolué depuis 2003 et que l'ensemble des machines ne fonctionne pas simultanément. Par ailleurs, il a été produit une facture électricité justifiant de la puissance souscrite à 144 kW, soit inférieure au seuil de déclaration pour la rubrique 2560 qui est de 150 Kw.</p>

<p>L'exploitant indique par ailleurs n'avoir que des activités liées au travail mécanique des métaux (usinage de pièces), les activités annexes étant sous-traitées. Lors de l'inspection il n'a pas été constaté d'activités classables autres que celle d'usinage décrite.</p> <p>Au vu de ces informations et à la visite du site, <b>le site ne relève donc plus de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).</b></p> <p><b>Toutefois, l'exploitant peut choisir, en vu d'un accroissement d'activité futur amenant à dépasser à nouveau ce seuil de 150 kW, de conserver le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2560 et continuer à se conformer à l'arrêté ministériel sus-visé.</b></p> <p>Si l'exploitant ne souhaite pas conserver le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2560, la procédure de cessation d'activité, décrite à l'article R512-66-1 du Code de l'Environnement devra être déroulée. L'exploitant continuant à exercer une activité sur le site, bien que ne relevant plus de la nomenclature ICPE, la mise en sécurité du site ne doit pas être mise en œuvre au complet, notamment les points 1°, 2° et 3° du paragraphe IV de l'article R512-75-1 du Code de l'environnement).</p> <p>À noter, l'installation relevant des rubriques ICPE citées à l'article R512-66-3 (rubrique 2560), l'attestation (ATTES-SECUR) prévue à l'article L. 512-12-1 devra être jointe à l'information d'achèvement de la mise en sécurité. Cette attestation doit être établie par une entreprise certifiée (liste des organismes certifiés : <a href="https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/239">https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/239</a>).</p> <p><b>À noter également que si l'exploitant réalise la cessation d'activité, tout dépassement futur du seuil de classement impliquera une nouvelle déclaration, l'installation sera considérée comme nouvelle et l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel sus-visé s'appliqueront.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans le cas où l'exploitant ne souhaite pas conserver le bénéfice de l'antériorité :</b></p> <p><b>Sous 1 mois, l'exploitant doit procéder à la télédéclaration de la cessation d'activité sur le site <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920</a> conformément à l'article sus-visé.</b></p> <p><b>Sous 12 mois, l'exploitant doit mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois (déclaration de cessation d'activité) 12 mois (procédure de cessation d'activité)</p>

## N° 2 : Contrôle périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1.</p> <p>Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.</p>

<p>Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.</p> <p>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p> <p>Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.</p> <p>Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.</p> <p>Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle périodique relatif à la rubrique ICPE 2560. Au jour de la visite, ce site ne relevant plus de la nomenclature ICPE, ce contrôle, ainsi que l'arrêté ministériel sus-visé ne sont plus opposables.</p> <p>Toutefois, si l'exploitant souhaite conserver le régime de déclaration pour la rubrique 2560 afin de bénéficier de l'antériorité en cas de croissance d'activité, un contrôle périodique devra être réalisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans le cas où l'exploitant souhaite conserver le bénéfice de l'antériorité :</b></p> <p><b>Sous 3 mois, l'exploitant justifie de la programmation d'un contrôle périodique pour la rubrique 2560 auprès de l'Inspection (transmission d'un devis signé, bon de commande,...).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Contrôle périodique électricité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site réalise des contrôles périodiques de ses installations électriques.</p> <p>Le certificat Q18 en date du 17 avril 2025, certifiant de l'absence de risque d'incendie et d'explosion, et Q19 en date du 27/04/2023, ne faisant mention d'aucune anomalie, ont été présentés.</p> <p>Également, dans un objectif de maintenance préventive, l'exploitant réalise des contrôles thermographiques en interne tous les 6 mois, le dernier contrôle ayant eu lieu le 27 mai 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : État des stocks de produits dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne maintient pas un état des stocks concernant les produits chimiques, ces derniers étant gérés comme des consommables. Peu de produits chimiques sont utilisés par le site, essentiellement des lubrifiants pour les machines.</p> <p><b>L'exploitant doit formaliser un registre indiquant la nature et la quantité de ses produits dangereux.</b></p> <p>Le plan d'évacuation présenté lors de l'inspection intègre les zones de stockages des produits chimiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Produits chimiques – fiches de données de sécurité et MMR

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les fiches de données de sécurité sont disponibles à l'ensemble des collaborateurs sur le serveur de l'entreprise.</p> <p>Lors de la visite, les zones de stockages de produits chimiques ont été vues. Elles sont propres, les produits sont stockés sur rétentions, une réflexion sur la compatibilité des produits a été menée et des affichages sont présents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, le site est apparu propre et bien entretenu, à la fois sur les espaces intérieurs et extérieurs. Des bennes récupèrent les copeaux issus de découpes, ces derniers étant revalorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...] des extincteurs [...] à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.[...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  Des extincteurs sont présents sur sites et sont vérifiés périodiquement. Lors de la visite, ces derniers étaient bien signalés, en bon état apparents et accessibles.  Le Q4 en date du 20 mars 2025, certifiant de la conformité de l'installation, a par ailleurs été présenté à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosives » ;</li><li>• l'obligation du « permis de travaux » pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ;</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, etc.) ;</li><li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;</li></ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>De part ses certifications, l'exploitant indique que le maintien à jour des consignes de sécurité est bien assuré. L'ensemble des procédures n'a pas été vu lors de l'inspection. Cependant, le plan d'évacuation vu lors de l'Inspection est central et reprend les principales procédures de sécurité (notamment emplacement des arrêts d'urgence, consignes d'évacuation, procédure alerte, n°urgences, emplacement des extincteurs et des arrêts d'urgence,...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Des systèmes de désenfumage manuel existent sur site. Lors de la visite, les commandes étaient accessibles, à proximité d'accès pour celles vues par sondages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Circuit de refroidissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique que les machines sont refroidies par des ventilateurs. Il n'y a pas de circuit de refroidissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Rejet eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe.  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les réseaux sont bien séparatifs. Une action interne est toutefois prévue afin de vérifier/ mettre à jour le plan des réseaux du site.  Il n'y a pas de rejets d'effluents industriels au réseau d'eaux usées.  L'exploitant indique qu'un bac de rétention est présent sur la zone de stockage des copeaux métalliques afin de récupérer les égouttures. Il a été vu lors de l'inspection. Ce bac est nettoyé tous les vendredi (inscrit au plan de maintenance). En cas de forte pluie, l'exploitant indique qu'il peut y avoir des débordements de ce bac (zone non couverte) vers le réseau d'eaux usées. <b>A noter, en cas de maintien sous le régime de la déclaration, l'exploitant devra s'assurer de l'absence de pollution susceptible d'être générée par ce bac dans le réseau d'eaux usées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...)  [...]
<b>Constats :</b>  Le site est inscrit sur Trackdéchets et les bordereaux d'évacuation des déchets sont disponibles et ont été consultés par l'Inspection. En moyenne, une évacuation annuelle est observée.  Les déchets sont essentiellement des lubrifiants solubilisés issus du fonctionnement des machines. L'exploitant indique que dans le cadre d'une maintenance préventive, tous les 2 ans au minimum et en rotation pour l'ensemble des machines, les bacs de lubrifiants sont entièrement vidés et évacués en déchets.  Les déchets liquides en attente d'évacuation sont stockés sur des rétentions qui paraissent adaptées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.a est effectuée par un organisme agréé (prélèvements sous accréditation) selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les 3 ans. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.  En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que, afin de protéger les salariés des vapeurs de lubrifiants issues des opérations d'usinage, des filtres ont été mis en place au niveau des différentes machines. Les filtres, selon la documentation technique à la disposition de l'exploitant, retiennent 99 % des émissions. Ils sont changés tous les ans en maintenance préventive. Ces actions sont inscrites au plan de maintenance et un suivi d'indicateurs existe afin de s'assurer de la réalisation de l'action.  Ces équipements ont été vu lors de la visite du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite